

Compte rendu

Washington satisfait de sa négociation avec Pyongyang

mercredi 5 septembre 2007, par [LESNES Corine](#), [PONS Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 5 septembre 2007).

WASHINGTON CORRESPONDANTE

Si elle a été obligée de battre en retraite sur la démocratisation du Moyen-Orient, l'administration Bush estime être au moins sur la voie d'un succès diplomatique dans la gestion de la crise nord-coréenne. A part quelques esprits grincheux, comme John Bolton, l'ancien ambassadeur américain à l'ONU, qui ne décolère pas contre « *l'indulgence* » de l'administration Bush à l'égard de Pyongyang, la classe politique se félicite généralement de la volte-face qui a amené des officiels américains à rencontrer en tête-à-tête des représentants d'un pays qualifié jusqu'en 2003 d'« Etat voyou ».

En négociant patiemment avec la Corée du Nord dans le cadre multilatéral des pourparlers à six (Chine, Japon, Etats-Unis, deux Corées, Russie), l'administration Bush montre qu'elle n'a pas mérité « *sa caricature de clique néoconservatrice obsédée par les attaques préventives* », résume Michael Mazarr, professeur à l'Ecole navale, dans la revue *Foreign Affairs*. La diplomatie coréenne de Washington doit beaucoup au négociateur Christopher Hill, l'un des lieutenants de Condoleezza Rice au secrétariat d'Etat. Pendant des mois, les télévisions l'ont montré à Pékin, où avaient lieu les entretiens, avec son anorak et sa mallette de voyageur de commerce. Il faisait deux fois par jour le résumé des discussions au point qu'il est désormais plus connu en Asie qu'aux Etats-Unis. Jamais on ne l'a entendu dénigrer Pyongyang, dont le leader Kim Jong-il avait été gratifié de son entier « *mépris* » par le président Bush.

Ancien collaborateur de Richard Holbrooke pendant la négociation des accords de Dayton sur la Bosnie, mais surtout ex-ambassadeur à Séoul, M. Hill a d'abord rencontré son homologue nord-coréen entre deux portes, à la faveur d'une rencontre « accidentelle » ménagée par les Chinois, puis de plus en plus ouvertement jusqu'à l'accord du 13 février sur la fermeture du réacteur à plutonium de Yongbyon. Avec le feu vert de M^{me} Rice, il s'est débrouillé pour contourner les « faucons » de l'administration et le tabou qu'ils avaient imposé sur les discussions directes. « *La meilleure diplomatie commence à domicile* », a-t-il expliqué au *Washington Post*.

Le week-end dernier, M. Hill a tenu une nouvelle rencontre bilatérale avec son homologue Kim Kye-gwan, à Genève. Les réunions précédentes avaient eu lieu à New York et à Berlin. « *L'administration ne voulait pas de Genève, qui rappelle l'accord de 1994 (sur le nucléaire nord-coréen) conclu par (l'ancien président) Bill Clinton, explique un expert : mais c'était pratique. Les Nord-Coréens y ont une ambassade importante.* » Après deux jours de discussions, M. Hill a fait état d'un élargissement des négociations, Pyongyang ayant accepté de révéler l'ensemble de ses programmes nucléaires - donc d'aborder le mystère sur les équipements achetés au réseau du scientifique pakistanais Abdul Qadeer Khan - et de les démanteler avant la fin de l'année.

La partie américaine a-t-elle décidé en contrepartie de retirer la Corée du Nord de la liste des Etats qui soutiennent le terrorisme, comme l'a aussitôt affirmé un porte-parole du ministère des affaires étrangères à Pyongyang ? En partance pour Sydney où se tient le Forum de coopération Asie-

Pacifique (APEC), M. Hill a démenti toute action immédiate. « *Leur retrait de la liste dépendra de la poursuite de la dénucléarisation* », a-t-il indiqué, sans autre précision. Le porte-parole adjoint du département d'Etat, Tom Casey, a laissé entendre que Washington travaillait à la mise en place du processus de retrait, qui nécessite de multiples étapes législatives au Congrès. Pour la Libye, il a fallu deux ans. Selon les analystes, l'administration va commencer à préparer la législation et « *voir si les Coréens font ce qu'elle attend* ». Au bout du processus est prévue une réunion ministérielle à Pékin qui verrait le chef de la diplomatie nord-coréenne s'asseoir à la même table que son homologue américain. Ce qui ne serait pas sans rappeler le voyage de Madeleine Albright à Pyongyang, en 1994. « *Après six ans, le processus est revenu à son point de départ* », déplore le professeur Mazarr, avant d'ajouter : « *La différence est que la Corée du Nord a apparemment triplé son arsenal nucléaire.* »

John Bolton est persuadé que Washington se fait berner et que Pyongyang reprendra son programme clandestin comme durant les années Clinton. George Perkovich, du Carnegie Endowment for International Peace, se félicite de ce que l'administration lutte contre l'escalade nord-coréenne à coup de « *pots-de-vin* », mais il remarque que personne n'a encore développé de « *théorie convaincante* » sur la raison pour laquelle Kim Jong-il accepterait de se débarrasser d'un arsenal consubstantiel à sa survie.

Corine Lesnes

* Article paru dans le Monde, édition du 06.09.07. LE MONDE | 05.09.07 | 15h25 • Mis à jour le 05.09.07 | 15h25.

Pyongyang serait prêt à démanteler toutes ses installations nucléaires

TOKYO CORRESPONDANT

La Corée du Nord a accepté de révéler l'ensemble de ses programmes nucléaires et de les démanteler avant la fin de l'année, a annoncé, dimanche 2 septembre, Christopher Hill. Le négociateur américain se prononçait à l'issue de deux jours d'une réunion, à Genève, du groupe de travail créé à la suite de l'accord du 13 février entre les six pays (Chine, les deux Corées, Etats-Unis, Japon et Russie) engagés dans les pourparlers sur la dénucléarisation de la République populaire démocratique de Corée (RPDC).

« *Nous nous sommes mis d'accord sur le fait que la RPDC fournira une déclaration complète de tous ses programmes nucléaires et les démantèlera d'ici à la fin de l'année* », a déclaré M. Hill, secrétaire d'Etat adjoint chargé de l'Asie de l'Est et du Pacifique. « *Complète signifie complète* », a répondu, laconique, le négociateur américain aux journalistes. Selon lui, la déclaration sur les installations nucléaires inclura des éclaircissements sur un programme d'enrichissement de l'uranium que les Etats-Unis accusent Pyongyang d'avoir poursuivi clandestinement.

La prochaine réunion à six est prévue en octobre à Pékin. La RPDC, qui a procédé, en octobre 2006, à un essai atomique, a respecté le premier engagement de l'accord du 13 février 2007 - la fermeture de sa principale centrale nucléaire, à Yongbyong, qui produit du plutonium - en échange d'une aide énergétique.

L'optimisme affiché par Christopher Hill est accueilli avec scepticisme par les observateurs des affaires nord-coréennes. Le négociateur américain ne s'est pas attardé sur les contreparties offertes à Pyongyang. Une des demandes de la RPDC est d'être rayée de la liste des pays soutenant le terrorisme dressée par Washington. Interrogé sur l'inclusion de cette question dans l'accord intervenu à Genève, le négociateur nord-coréen Kim Gye-gwan a répondu de manière ambiguë : « *Je souhaite que ce soit ainsi que vous l'entendiez.* »

La Corée du Nord a d'autres demandes à faire valoir : levée des sanctions frappant un « *pays ennemi* » en vigueur depuis la fin de la guerre de Corée (1950-1953) ; signature d'un accord de paix avec les Etats-Unis et fourniture d'un réacteur à eau légère dans le cadre des contreparties à sa dénucléarisation.

Philippe Pons

* Article paru dans le Monde, édition du 04.09.07. LE MONDE | 03.09.07 | 15h31 • Mis à jour le 03.09.07 | 15h31.